



Nécessité de parkings supplémentaires pour les camions

Le législateur exige des conducteurs de camions qu'ils respectent scrupuleusement les règles relatives aux temps de conduite et de repos. Jusqu'ici, pas de problèmes. Mais on peut alors raisonnablement attendre du même législateur qu'il mette à disposition les infrastructures publiques nécessaires pour que les chauffeurs routiers puissent prendre leurs pauses et leurs temps de repos légaux en toute sécurité et dans le plus grand confort.

Chaque jour, force est de constater avec regret que ce n'est absolument pas le cas. Tant les régions que les autorités locales manquent cruellement à leurs devoirs. Les chauffeurs de camions sont confrontés à un dilemme bien plus souvent qu'ils ne le souhaitent : continuer à rouler et risquer de dépasser le temps de conduite maximal ou prendre leur pause/repos à un endroit où cela n'est pas légalement autorisé.

Le manque criant d'espaces de stationnement réservés aux camions, non seulement le long des autoroutes mais aussi dans les zones industrielles et, par extension, dans presque toutes les municipalités, est une problématique qui dure depuis de nombreuses années. Le secteur des transports se plaint depuis longtemps de ce problème, mais malheureusement, les progrès sont rares.

Des années de sous-investissement ont laissé un goût amer au secteur des transports

Pourtant, l'investissement dans les infrastructures publiques est l'une des missions essentielles des autorités. Outre les autoroutes et les bornes de recharge, par exemple, les parkings dotés des installations sanitaires nécessaires font également partie de cette catégorie. Dans les années 1970, nos gouvernements investissaient encore environ 5 % du produit intérieur brut par an. Pour tenter de maîtriser plus ou moins les déficits budgétaires vertigineux, les investissements dans les infrastructures ont été fortement réduits à partir des années 80. Aujourd'hui, ils tournent autour de 3 % du PIB. Ces décennies de sous-investissement ont eu pour conséquence que les infrastructures publiques n'ont pas pu suivre le développement de l'économie et l'augmentation du trafic. Les chauffeurs routiers le constatent tous les jours. Il suffit de penser à l'état déplorable de notre réseau routier, aux goulets d'étranglement fréquents qui ne sont que très peu traités et au manque criant de parkings. En Belgique, les contribuables ne bénéficient manifestement pas de la qualité d'infrastructure qu'ils méritent. Le fait que la Belgique n'arrive qu'en 56e position dans le classement de la compétitivité du Forum économique mondial pour ce paramètre en dit long.

Rattraper le retard

Il est urgent de rattraper le retard en matière d'investissements dans les infrastructures afin de stimuler notre économie et notre prospérité. D'autant plus que toutes les prévisions annoncent une demande croissante de transport, à laquelle le transport routier répondra en grande partie grâce à ses atouts intrinsèques. Grâce à sa situation géographique très favorable, notre pays dispose d'un

atout considérable pour jouer un rôle de premier plan dans le paysage logistique européen. Pour remplir ce rôle de pôle logistique, il est essentiel d'investir dans des parkings supplémentaires de haute qualité. Mais aussi d'un point de vue social et par respect pour tous les chauffeurs routiers qui font tourner notre économie, de nouveaux parkings sûrs et confortables sont une nécessité absolue.

Priorité à la sécurité et au confort

Les chauffeurs de camions ont droit à des parkings sûrs et dotés des installations sanitaires nécessaires. C'est encore loin d'être le cas. Anno 2023, il existe encore des parkings d'autoroute sans toilettes. C'est un manque de respect flagrant pour tous ces chauffeurs routiers qui passent une journée entière sur la route pour faire fonctionner les chaînes logistiques.